[Imputation budgétaire] [Donnée 2] Donnée 3 [Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant suspension de fonction inférieure à 4 mois

Le [La] ministre [...],

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.2 et L.9;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État ;

Vu le contrat n° [...] en date du [...] portant engagement de [M. / Mme] [Nom] [Prénom] ;

Considérant qu'il convient d'écarter temporairement l'intéressé[e] de ses fonctions dans son intérêt et / ou dans l'intérêt du service,

Arrêt[e]:

Article 1er [M. / Mme] [Nom] [Prénom], agent[e] contractuel[le] de droit public de [...] (catégorie

hiérarchique), affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est suspendu[e] de ses fonctions à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.

Article 2 L'intéressé[e] conserve, pendant la durée de sa suspension, l'intégralité de sa

rémunération, à l'exclusion des primes et indemnités liées à l'exercice de ses fonctions.

Article 3 Durant cette période, l'intéressé[e] conserve ses droits dans la détermination des

avantages liés à l'ancienneté.

Article 4 L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R.

421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de

l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation : [Fonction], [Prénom + NOM]